



SENEGAL

INTERVENTION

DE S.E. M. PAUL BADJI,

AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT

DU SENEGAL AUPRES DES NATIONS UNIES,

A L'OCCASION DE LA

« CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA

CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

MONDIALE ET SON IMPACT SUR LE

DEVELOPPEMENT »

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

New York, du 24 au 26 juin 2009

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président,

Les yeux du monde entier sont rivés sur cette conférence, au moment où l'humanité est en proie à une crise financière qui a fini d'étendre ses tentacules à tous les niveaux, perturbant fortement l'économie de tous les pays et plongeant dans une extrême pauvreté des millions d'individus, 200, selon certaines statistiques.

L'étendue des dégâts collatéraux de ce phénomène, aussi inquiétant par son ampleur, que surprenant par ses origines, se révèle immense, avec des répercussions retentissantes dans tous les secteurs : alimentaire, énergétique, environnemental, humanitaire et social surtout concernant l'emploi et la santé.

Il faut dire qu'en dépit du caractère inédit de cette crise, la communauté internationale ne se complait pas dans l'inaction, l'inertie, l'indolence ou l'indifférence, comme le montrent au demeurant les multiples rencontres organisées dans différentes instances internationales ou régionales, pour esquisser des perspectives de sortie de crise.

La présente Conférence qui ne déroge pas à cet objectif, a, en outre, le mérite de s'adosser au principe d'universalité qui lui confère une importance de premier ordre dans cet exercice de recherche de solutions qui prennent en compte les vues et préoccupations de toutes les nations.

C'est le lieu de saluer les initiatives du Secrétaire général, annoncées à l'ouverture de la Conférence, et visant à mobiliser l'ensemble du système des Nations Unies pour assurer un suivi étroit de la situation sur le terrain et venir en aide aux pays les plus affectés.

Monsieur le Président,

Beaucoup a été dit depuis le début de nos travaux. Ma Délégation se gardera donc de trop s'épancher sur les multiples effets néfastes de la crise, qui ont été suffisamment évoqués dans les débats antérieurs ainsi que dans le projet de document final de cette conférence, et qui sont ponctués, pour la plupart des pays en développement comme le Sénégal, par plusieurs baisses : baisse des taux de croissance, des recettes d'exportations et des investissements, baisse des transferts de fonds et de l'Aide, baisse des dépenses consacrées au développement, voire tarissement de diverses autres sources de financement du développement.

Nous n'en nourrissons pas, pour autant, l'espoir que l'opportunité historique de ces assises puisse être exploitée pour remédier courageusement à ces impacts négatifs.

Dans cet esprit, il convient de saluer, en espérant les voir se concrétiser, les importantes mesures de relance annoncées par le G.20 et tendant à renforcer la régulation financière, à rétablir la croissance, l'emploi et les grands équilibres macro-économiques, à promouvoir le commerce mondial et l'investissement, à lutter contre les paradis fiscaux, et à accroître le soutien aux Pays les Moins Avancés (PMA).

Monsieur le Président,

Malgré ses moyens limités, l'Afrique, qui risque de voir 46 millions de ses fils et filles relégués dans la pauvreté et d'enregistrer une chute du taux de croissance à 2%, après avoir oscillé entre 5 et 10% cette dernière décennie, n'est pas restée en marge des efforts pour amortir les effets de ce choc exogène.

C'est ainsi que des mesures endogènes ont été prises par notre continent pour soutenir les investissements, supporter la croissance et préserver la sécurité sociale, notamment l'emploi et la santé.

Aussi, les 44^{ème} et 35^{ème} Assemblées annuelles, respectivement, de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds africain de développement (FAD), tenues à Dakar, au Sénégal, les 13 et 14 mai 2009, sur le thème de « **l'Afrique face à la crise financière** », se sont-elles également inscrites dans cette optique.

Ainsi, au titre des initiatives prises rapidement par la BAD, en réaction à la crise, on peut noter :

- la facilité de liquidité d'urgence ;
- l'initiative de financement du commerce ;
- et le plan d'action pour l'accélération des transferts de ressources aux pays pauvres, en vue d'aider les membres régionaux, à en atténuer les répercussions.

Il reste toutefois évident, **Monsieur le Président**, que de telles mesures, pour être efficaces, doivent être accompagnées d'actions internationales incluant, entre autres points :

- le renforcement de l'aide au développement en faveur de l'Afrique, notamment par la concrétisation des engagements existants ;
- l'avènement d'un commerce mondial juste et équitable, qui promeut le développement ;
- la solution définitive de la crise alimentaire par l'accroissement de l'investissement dans le secteur agricole ;
- des moyens financiers accrus, grâce à l'accès aux réserves internationales, ainsi qu'aux droits de tirage spéciaux ;
- la démocratisation et la réforme de la structure de gouvernance des institutions financières mondiales;
- l'instauration de nouveaux mécanismes de financement comme outils d'atténuation de la crise;

Monsieur le Président,

Pour éviter que cette rencontre n'en soit une de plus qui déçoive l'espoir placé en elle, il est impérieux de prendre des mesures audacieuses et sincères en vue de parvenir au « **New Deal** » mondial tant souhaité, base d'une nouvelle coopération économique et financière internationale assise sur le socle de l'équité, de la justice, de la morale et de la démocratie et privilégiant l'essor de toutes les nations.

C'est alors et alors seulement que la terre cessera d'être cette « **Vallée des larmes** » qu'évoque **Georges Sand**, pour le bonheur de l'Homme, de tous les hommes.

Je vous remercie.